

Suspension des investissements aux Etats-Unis : peu d'écho au sein des grandes entreprises

Entre poursuite des investissements assumée et absence de prise de position publique, les entreprises tricolores ne semblent pas franchement décidées à suivre la consigne du président de suspendre, en pleine guerre commerciale, leurs investissements aux Etats-Unis, explique La Tribune. Et ce, malgré l'insistance d'Eric Lombard, priant les patrons de faire preuve de « patriotisme ». « Il est clair que si une grande entreprise française acceptait d'ouvrir une usine aux Etats-Unis, ce serait donner un point aux Américains », a ainsi mis en garde le locataire de Bercy. Or, la France figure sur le podium des investisseurs européens outre-Atlantique, détaille le site, revenant sur les chiffres de la DGT. « Nos investissements se font pour répondre à la demande locale. Nous produisons localement pour le marché local. Nous n'allons pas suspendre les investissements engagés », indique Saint-Gobain à La Tribune. « Ouvrir une usine, développer un réseau de magasins... Cela se prévoit sur des mois voire des années à l'avance, réagit une source patronale. Les entreprises ne peuvent pas stopper leurs investissements comme cela. » Ce que les représentants des entreprises industrielles répéteront aujourd'hui à Marc Ferracci lors d'un CNI. (LaTribune.fr)

Bercy promet un « choc d'action » pour tenir le déficit dans la tempête

Malgré le choc économique mondial provoqué par les hausses de droits de douane décidées par Donald Trump, Amélie de Montchalin a réaffirmé l'objectif inscrit au budget de ramener le déficit public à 5,4 % du PIB en 2025, lors d'un échange hier avec l'Ajef, relate Les Echos. Des propos qui tranchent avec ceux, tenus vendredi par Eric Lombard, qui s'était montré prêt à accepter une « dégradation du taux de déficit » en cas de guerre commerciale avec les Etats-Unis. Amélie de Montchalin a écarté tout renoncement de Bercy à ses objectifs. « On n'est pas en train d'organiser nos renoncements, on est en train d'organiser notre action », a-t-elle insisté. Bercy peaufine la trajectoire pluriannuelle. Cette version inclura une croissance plus basse que prévu, mais sans laisser filer le déficit. Concernant la croissance, actuellement prévue à 0,9 % pour 2025, « on va regarder là où il nous semble le plus probable qu'elle soit, et on va donc en tirer les conséquences sur comment on tient le 5,4 % », a déclaré la ministre. Si les recettes devaient baisser, les dépenses seraient ajustées, a-t-elle souligné, en se disant alignée avec le ministre de l'Economie. « Ce qu'a dit Eric Lombard et que je cautionne, c'est que cette méthode d'ajustement, ce n'est pas le rabot généralisé. » L'impact des décisions américaines sur la croissance et les finances publiques reste incertain, a souligné Amélie de Montchalin. Elle a également évoqué un impact brut des droits de douane sur la croissance de 0,3 à 0,5 % pour la France et l'Europe. Bercy se projette déjà sur le budget 2026, en souhaitant bâtir « dès maintenant les conditions du compromis du prochain épisode ». Ce budget « ne sera pas confortable », a confirmé Amélie de Montchalin, et doit permettre de « consolider l'effort de désendettement ». (Les Echos, p.8)